

Le sacré, le sien et celui de l'autre



Il s'agit, dans cet article, de relater une expérience de formation, menée par des travailleurs de Bruxelles Laïque, ayant pour but de faire réfléchir à la notion de sacré dans un contexte de lutte contre le « radicalisme ». Ces travailleurs proposent des modalités alternatives d'intervention sociale à l'attention de publics dits « en voie de radicalisation ». Et ils rencontrent leurs pairs pour leur partager cette expérience. Celle-ci montre combien les conditions d'un débat démocratique, même entre des personnes que tout semble séparer radicalement, peuvent être réalisées, à condition qu'elles soient sous-tendues par une trame relationnelle sincère, fondée sur la reconnaissance mutuelle.

L'objectif est donc de vous faire part de l'origine de cette formation, de son cheminement et de dégager, tant que possible, des pistes de réflexion pour tout professionnel ou citoyen confronté à ces questions.

Par Cedric TOLLEY et Valérie LALOUX

ADATER DE L'ATTENTAT contre la rédaction de *Charlie Hebdo* et contre l'Hyper Casher de la Porte de Vincennes à Paris, Bruxelles Laïque, comme d'autres opérateurs sociopolitiques et socioéducatifs, a commencé à être plus régulièrement sollicité pour offrir des animations liées dans un premier temps à la question de la liberté d'expression, et ensuite à la question de la radicalisation. Au sein de Bruxelles Laïque, de nombreuses réflexions ont été menées dans les différents secteurs et au niveau global, non seulement pour prendre attitude par rapport aux réalités complexes que soulèvent ces demandes, mais aussi pour mettre en place des activités qui y répondent. Ce travail est toujours en cours.

Précisons ici que la notion de radicalisation fait aujourd'hui l'objet de nombreuses définitions. Certaines couvertes d'un vernis plus ou moins scientifique, d'autres plus spontanées, politiques, médiatiques. Nous envisageons ce concept comme une construction sociale qui correspond à la situation historique actuelle, au cadre idéologique *austéritaire*¹ qui l'a vu renaître², voire à des volontés politiques. Soulignons que l'emploi du terme « radicalisation » dans le présent article se fait donc avec une certaine distance critique tant ce mot, déjà galvaudé à l'extrême, recouvre une réalité encore très méconnue et incomprise. Tant le phénomène que sa définition et même l'emploi du terme qui le désigne sont des constructions sociales. Que le lecteur note donc, qu'afin d'affirmer une certaine distance à l'égard des termes « radicalisation » et de ses dérivés, ils seront mis entre guillemets.

Penser une animation après les attentats

Tout commence quand un collaborateur, Manu, qui est animateur socio-éducatif, propose à quelques collègues de participer à un jeu de rôle pour tester un canevas d'animation qu'il a mis au point pour répondre à la demande d'intervention auprès de publics dont les dispositions sont propices à la « radicalisation ». Son parti pris, issu de son expérience d'animateur, est

1 Contraction des termes « austérité » et « autoritaire ».

2 Le terme « radicalisme » est ancien. Déjà au XIX^e siècle, il désignait les partis et groupes de gauche qui prônaient la révolution, la laïcité, l'égalité...

qu'il n'est pas efficient d'aborder le public avec des arguments moraux, ou en lui opposant une légalité ou des principes posés comme universels. Il nous invite à considérer que, dans certaines classes d'école dans lesquelles il est amené à intervenir, des élèves peuvent avoir un point de vue très frondeur à l'égard de principes que nous serions enclins à estimer indiscutables. Il nous explique que, lorsqu'il est confronté à des élèves qui développent un tel positionnement, il constate souvent que ces derniers occupent une place de meneur dans la classe, qu'ils inspirent respect ou crainte à d'autres élèves qui, soit adhèrent plus ou moins passivement à leurs positions, soit évitent de faire valoir des points de vue alternatifs. En effet, il s'est retrouvé dans des situations d'animation dans lesquelles il estimait être en échec dans sa volonté de construire, avec les élèves, un point de vue partagé sur des sujets comme les attentats, la liberté d'expression ou le rapport à l'altérité. Et ceci du fait notamment que certains élèves restaient sans concessions à l'égard des valeurs philosophiques que Manu mobilisait, défendant notamment la légitimité des attentats ou les justifiant.

Il a donc révisé son approche, non dans la volonté de mater les points de vue radicaux auxquels il était confronté, mais au contraire, de prendre au sérieux les convictions des élèves. Plus question donc de prendre pour acquis que « les attentats c'est mal », mais de chercher avec les élèves des manières d'évaluer, dans les cas où s'expriment une sympathie ou une justification du terrorisme apparenté à Daesh, si les objectifs de l'attentat sont rencontrés ou ne le sont pas. Son intention était, d'une part, d'éviter d'enliser son animation dans un dialogue de sourds et une confrontation stérile et, d'autre part, de construire, avec les élèves, le cadre et les références nécessaires à un débat démocratique auquel chacun peut prendre part, autour de la question de la réussite ou de l'échec d'un attentat. Dans la présentation qu'il nous fit de son développement, il supposait que les objectifs généraux du radicalisme et du terrorisme apparentés à Daesh seraient, par exemple, d'imposer la charia à Bruxelles ou d'imposer le respect de l'islam et de son prophète³, ou d'assurer une place importante aux musulmans dans la société occidentale. Autant de

³ En réaction à l'irrespect qui a été vécu par certains suite à la publication de caricatures du Prophète dans la presse.

justifications qui ont, çà et là, été rapportées par des animateurs ou des enseignants de classes d'adolescents. À partir de ces hypothèses, Manu a donc proposé à ses collègues d'évaluer, en groupe et selon des *niveaux logiques* différents⁴, la réussite ou l'échec d'un attentat tel que celui de la Porte de Vincennes ou de *Charlie Hebdo*.

C'est à partir des expériences des autres collègues, en matière de rencontres avec des personnes qui développent un discours perçu comme radical autour notamment de l'islam, que ceux-ci ont joué le rôle d'élèves participant à l'animation de Manu. Très rapidement, nous nous sommes heurtés, dans cet exercice, à un obstacle qui n'avait pas été envisagé d'emblée : lorsqu'un « élève », prenant part à l'exercice, s'est mis à objecter que si les attentats ont eu lieu, ce n'était pas le fait d'une quelconque stratégie ou d'un objectif déterminé, mais de la volonté de Dieu. Volonté de Dieu qui s'est, par la suite, invitée à toute demande d'analyse et d'explication pendant le reste de l'exercice, quel que soit le niveau logique envisagé. Et malgré la bonne volonté partagée par tous les collègues participant à ce jeu de rôle, aucune solution n'a pu être dégagée pour sortir de cette impasse.

Lors du débriefing de cet exercice, il est apparu aux collaborateurs qui y ont pris part que la situation de blocage observée était effectivement une transposition saillante de situations vécues dans les classes ou dans les groupes d'animation. À quelques exceptions près, cette configuration n'avait, pour aucun d'entre nous, été vécue de façon aussi claire et précise mais, à la réflexion, nous avons tous retrouvé en elle des éléments explicatifs de difficultés rencontrées dans nos groupes d'animation. « Si les choses se sont passées comme elles se sont passées, c'est parce que Dieu l'a voulu ainsi » suppose que la réalité est implacable et que donc il n'y a pas de nécessité d'analyse. Ainsi une pensée radicalement *rationaliste*⁵ (la volonté de Manu d'analyser

⁴ En référence au modèle de Robert Dilts (dans le cadre de la Programmation Neuro-Linguistique) renvoyant aux questions : Où ? Quand ? Comment ? Quoi ? Pourquoi ? Qui ? Qui d'autre ? Voir : R. DILTS, *Une brève histoire des Niveaux Logiques* (annexe), in *Être coach. De la recherche de la performance à l'éveil*, InterÉditions, 2008, p. 275.

⁵ Quand, dans cet article, nous utilisons le terme « rationnel » et ses dérivés, il ne s'agit pas de l'acception signifiant « bienfondé », mais de celle qui fait référence à la démarche scientifique cartésienne. Ainsi, nous voulons échapper à l'idée selon laquelle un point de vue autre que celui que nous partageons pourrait être, a priori, infondé.

une situation par le prisme des niveaux logiques) s'oppose à une autre qui est radicalement dogmatique (poser Dieu comme seule explication possible d'un fait). Pas de rencontre ni possibilité de résolution dans le débat. L'animateur sort de la rencontre avec un sentiment d'échec et l'impression de n'avoir pas pu interagir avec les autres élèves qui auraient pu avoir une position différente.

Aussi, malgré la volonté de Manu de sortir de l'opposition et de proposer un dispositif plus ouvert, nous nous trouvons confrontés à un nouvel obstacle que nous avons tous validé et qu'il était nécessaire de lever pour pouvoir proposer des animations efficaces.

Il a fallu continuer à réfléchir...

Une longue expérience du débat et de l'animation à destination de publics variés au sein de Bruxelles Laïque a pu mettre en évidence que le mode contradictoire, le débat de points de vue opposés ne sont pas toujours propices à la *synthèse d'idées*⁶ ni au rapprochement de celles et ceux qui participent à ces activités.

Lors d'un débat contradictoire, qui suppose de mettre en présence des personnes qui ont des avis divergents, les interlocuteurs viennent généralement avec l'intention de convaincre le public que leurs arguments sont plus justes que ceux de leurs contradicteurs. Et l'objectif de chacun n'est pas de rapprocher les points de vue, ni de construire une vision commune, mais de faire triompher ses idées. Le résultat est souvent qu'une partie du public se renforce dans le point de vue dont elle était a priori partisane, tandis qu'une autre partie, parfois plus critique, mitigée ou neutre, quitte la séance avec le sentiment que la rencontre était vaine.

De plus, le mode contradictoire expérimenté dans les conférences-débats, légitimé tant il est partout présenté, en particulier dans les médias, comme condition même du débat démocratique, académique et scientifique,

⁶ Par «synthèse d'idées», nous entendons l'exercice qui consiste à réformer les points de vue des uns et des autres à l'aune d'autres points de vue exprimés.

s'invite lui aussi dans les échanges en ateliers et en animations. Pourvu que des points de vue divergent et qu'ils trouvent à s'exprimer, arguments et contre-arguments s'opposent sans laisser place à une construction de vues communes. Autant d'éléments qui, sans parfois qu'on y prête attention, peuvent représenter des obstacles qui rendent l'animation moins propice à un rapprochement des points de vue ou à un renforcement de la cohésion entre les protagonistes dont les animateurs font partie.

Ces constats portent sur des activités qui ont été menées dans un cadre où les références idéologiques des protagonistes reposaient sur des bases similaires, même si le contenu des échanges n'était pas nécessairement consensuel. Il s'est agi, par exemple, d'un débat organisé entre Leila Shahid, diplomate palestinienne, et Elie Barnavi, diplomate israélien, qui tous deux partagent l'idée d'une résolution pacifique du conflit israélo-palestinien, autant que celle de la nécessité de fonctionner dans un cadre démocratique. Il s'est agi aussi d'animations dans des écoles *moyennes*⁷ dont les élèves adhèrent peu ou prou à l'idéologie démocratique. Et si, dans de tels contextes, les boîtes à outils bien garnies des animateurs professionnels permettent de contourner les obstacles dont il s'agit ci-dessus, elles restent insuffisantes quand il s'agit de se mettre au travail avec des publics dont certains membres ne partagent pas les bases idéologiques des animateurs.

En effet, les réflexions menées notamment à partir du jeu de rôle précité et des diverses expériences d'animation ont conduit à soulever le constat selon lequel nous nous heurtons régulièrement, souvent inconsciemment, à des situations où nous sommes en présence de personnes dont le cadre idéologique et les références conceptuelles ne rencontrent pas les nôtres. Ainsi, dans l'expérience menée par Manu, et qui illustre bien des tentatives menées sur le terrain, se rencontrent un animateur, qui est mû par une idéologie agnostique et dont les références sont fondées sur le rationalisme, et un public d'élèves dont une partie au moins adhère à une idéologie déiste et dont les références surfent ou s'enracinent dans le dogme religieux. Les

⁷ Par « moyennes », nous entendons les écoles qui ne sont pas considérées comme des écoles d'élites ni comme des écoles « à discrimination positive ».

replis idéologiques sont parfois tellement profonds qu'ils ne permettent plus d'accéder à une compréhension de la pensée de l'autre. L'univers conceptuel d'agents de la culture dominante, que nous sommes, est à ce point éloigné de celui d'une partie de la population que le dialogue peut paraître difficile, voire impossible à restaurer dans le cadre de nos animations.

Lorsque les animations s'adressent à un *public captif*⁸, la situation peut également entraîner d'autres biais. Il est commun que les participants à l'animation répondent positivement aux propositions des animateurs pour se conformer à l'idéologie et aux principes qui sous-tendent, parfois implicitement, l'intervention des animateurs. De sorte qu'il arrive qu'à l'issue de la rencontre, bien qu'un sentiment de relative unanimité se soit dégagé des échanges, ces derniers ne laissent en réalité que peu de marque auprès d'un public qui quitte la séance comme elle quitte la routine d'un cours ou d'une excursion, retournant à des préoccupations éloignées des propositions faites lors de l'animation.

Partant, la question qui nous occupe porte toujours sur la recherche d'une intersection entre des univers conceptuels qui semblent, pour l'instant, très éloignés.

Contre le choc des civilisations

Il semble utile, à ce stade, de prendre une précaution critique à l'égard de tout simplisme.

Le fossé qui semble séparer les protagonistes est le fruit d'une histoire sociale, politique et économique. Nous ne nous étendrons pas longuement sur cet aspect de la réflexion, mais il nous paraît cependant indispensable de l'évoquer pour éviter de sombrer dans l'alternative infernale du relativisme culturel. Cette vision du monde invite à considérer que les groupes ethno-culturels ou culturels seraient hermétiques et, chacun pour lui-même, également légitime dans ses représentations et ses pratiques. Sociologiquement, cette vision ne tient pas la route. Elle se répand cependant abondamment

8 Public qui n'a pas d'autre choix que participer à l'animation : élèves, personnes en formation...

en filigrane de discours politiques relayés massivement par les médias et nombres d'intellectuels médiatiques.

La réalité est ailleurs. Lorsqu'il s'agit du phénomène dit « de radicalisation », à aucun moment nous n'avons affaire à un quelconque groupe ethnoculturel ou culturel. Les personnes qui sont visées par ce phénomène sont d'origines sociale, culturelle, nationale et ethnique diverses. Ce qu'elles ont en commun, c'est de se retrouver en marge, en décalage ou d'être rejetées pour ce qu'elles sont par le corps social. Et parfois, elles portent en elles la marque de plusieurs générations marquées par la relégation sociale. Cette réalité se trouve renforcée dans le contexte actuel d'atomisation des rapports sociaux, de déstructuration des sentiments d'appartenance commune, telle que l'identification à la classe ouvrière, de désinvestissement de certains quartiers par les pouvoirs publics et les acteurs sociaux, comme les organisations politiques et syndicales, qui laissent la place à des groupes d'intérêts divergents prônant une lutte à mort contre la société occidentale et menant des opérations de récupération des laissés-pour-compte.

Ainsi, ces personnes ont fini par perdre leurs liens organiques et affectifs avec la société majoritaire, qu'aucun plan de cohésion sociale ne parvient à rétablir, tant le contexte social, politique et économique est à l'isolement des personnes minorisées. Et tandis qu'elles sont négligeables aux yeux du personnel politique et de toutes les courroies de transmission de la gouvernance, certaines sont progressivement intégrées dans des sphères qui leur offrent une solidarité jusque-là inconnue, les glorifient, leur offrent la perspective de devenir importantes, et les investissent d'une idéologie et de modes d'actions qui entrent radicalement en contradiction avec ceux de la société majoritaire.

La rupture est si profonde, si enracinée dans les consciences et dans cette histoire longue de la marginalisation, que les modes opératoires de la cohésion sociale deviennent inopérants à établir avec celles et ceux que les médias et les politiques sécuritaires désignent maintenant de plus en plus directement comme de potentiels ennemis intérieurs: les « en phase de radicalisation ». Et il nous appartient, à nous, professionnels de l'intervention sociale, de trouver des façons d'établir le contact. À cette fin, nous avons cherché

d'autres expériences menées au sein de Bruxelles Laïque, qui nous semblaient porter en germe des modes d'actions utiles à l'établissement d'un lien avec le public visé.

D'autres expériences pour nourrir la réflexion

D'autres démarches ont croisé celle dont il est question ici. En particulier, celles des Ateliers d'expression citoyenne (AEC) en prison et celle du Groupe solidaire d'expression citoyenne (GSEC) avec des personnes souffrant du travail ou de la privation de travail⁹. De ces démarches, nous retenons la nécessité de rompre avec la privation d'humanité dont sont victimes les détenus et les travailleurs sans emploi. Privation de relations franches, immédiates et sincères qui jouent un rôle majeur dans l'état de souffrance des personnes concernées, dans leur isolement ou leur mise au ban. Ces expériences d'interventions sociales sont sous-tendues par le fait que la valeur initiale est portée sur l'établissement d'une relation et d'un lien sincère entre les participants à la démarche, et entre eux et les animateurs, sur base d'une même appartenance citoyenne. Ces initiatives ont ainsi montré que lorsque le partage d'une conscience commune d'appartenance à un même corps social, celui de la citoyenneté par exemple, est réalisé, les participants parviennent à nouveau à imaginer qu'ils ont une place dans la société.

Plus fortement encore, nous avons observé que la constitution d'un groupe au sein duquel des relations amicales, fraternelles, solidaires se mettent en place entre les participants et entre les participants et les animateurs, sur des bases autres que celles de l'échange d'idées, permet ensuite de transcender des impossibilités de dialogue qui auraient certainement été constatées si le débat d'idées avait présidé à la constitution du groupe.

Aussi, nous sommes enclins à penser que les modes d'intervention qui ont dirigé ces expériences devraient être utilisés dans le cadre d'animations dont l'objectif est de répondre à la demande en matière de « prévention de la radicalisation ».

9 Voir l'entretien avec Valérie Abdou Morsi et Cedric Tolley, pp. 89-101 de ce numéro.

Être partie prenante du processus

Un autre constat que nous avons fait est que l'implication des intervenants (formateurs, animateurs...) dans le processus fait partie du processus lui-même. Nous décidons donc de refuser d'être en dehors des interactions et de nous situer en dehors du champ social. Sans cela, nous pensons que le risque serait de nous tenir trop éloignés du groupe, de ne pas entrer en relation avec l'autre, de ne pas entrer dans son univers de pensée et d'acte. Et nous mettons un soin particulier, comme le proposait initialement Manu, à prendre au sérieux les propositions venant du public, mais pas seulement comme substrat à une réflexion ou à une volonté de décryptage, pas seulement de manière instrumentale. Au contraire, il s'agit de faire sincèrement connaissance avec l'autre, l'autre en tant qu'alter ego et non seulement comme public dont il faudrait réformer les croyances. Car si l'on se tient à distance de l'interaction et qu'on conserve une posture extérieure, se posant par exemple en médiateur neutre de l'interaction, nous échouons à établir un lien et à donner l'exemple de la possibilité d'établir un tel lien. Il est donc utile de mettre en place une sorte de stratégie (ou de volonté) relationnelle, par laquelle il s'agit de prendre au sérieux ce qui émane de l'interlocuteur et de lui consacrer une légitimité a priori. Il s'agit de s'engager pour décortiquer les mécanismes et les dispositions qui empêchent le dialogue. D'aller voir dans l'interaction ce qui s'y passe et de se soumettre aux mêmes règles relationnelles que celles qui prévalent pour nos interlocuteurs. Ici la notion d'alter ego est importante. Si le respect dû au fait d'être semblables n'est pas donné à l'autre, l'autre ne nous le donnera pas non plus. Et c'est là que se trouve l'enjeu : on ne peut pas *faire connaissance avec*¹⁰ l'autre si nous n'acceptons pas de lui l'altérité qu'impose cette démarche.

De même, il nous paraît nécessaire, pour établir de telles dispositions, de reconnaître que notre propre schème analytique est le fait d'idéologies au même titre que celui de nos interlocuteurs. Que les principes et les valeurs auxquelles nous adhérons ne sont universelles qu'unilatéralement. De la

¹⁰ Ici, il faut entendre la notion de « faire connaissance avec » non dans le sens trivial de la présentation de soi, mais dans celui, plus élaboré, de « fabriquer de la connaissance commune avec l'autre ».

sorte, il faut comprendre que le fait de supposer nos valeurs comme universelles peut faire l'effet d'une imposition dogmatique à un interlocuteur qui partagerait des valeurs autres, voire antagonistes. Ainsi en tant qu'animateurs, que professionnels, qui nous aventurons, à la demande, à rencontrer des publics qui ne nous ont généralement pas sonnés, il nous appartient de leur offrir une attitude généreuse qui ne fait pas l'économie d'un regard critique sur nos propres dispositions, et de prendre la mesure du fait que la place que nous nous assignons implique un rôle et une place à l'interlocuteur qu'il ne manquera pas d'occuper.

Cedric TOLLEY

délégué sociopolitique – Bruxelles Laïque

Valérie LALOUX

coordinatrice de projets, études et analyses – Lire et Écrire en Wallonie

Un texte complémentaire est disponible en ligne
(www.lire-et-ecrire.be/ja204):

Cedric TOLLEY et Valérie LALOUX,

Le sacré, le sien et celui de l'autre (II).

Ce texte témoigne de l'expérience de formation issue de cheminement développé dans le présent article.